



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

Le centre face au casse-tête de l'autonomie électorale

Le débat européen devait être le grand rendez-vous des centristes. Il pourrait devenir le casse-tête de Jean-Louis Borloo et de ses amis. Sur fond de progression du Front national et de montée du sentiment antieuropéen, il devient difficile pour l'UDI de trouver à la fois un discours audible et une stratégie électoralement efficace.

Pour Borloo, c'est tout le pari de l'autonomie qu'il a fait en sortant de l'UMP qui est en jeu. En 2012, quitte à prendre ses propres amis à contre-pied, l'ancien ministre de l'Écologie avait renoncé à se présenter à la présidentielle face à Nicolas Sarkozy. Il avait justifié ce refus d'obstacle par la nécessité de prendre préalablement le temps de reconstruire la famille politique centriste. En tout cas, celle qui, en dehors de François Bayrou, fait le choix de l'alliance à droite.

Borloo avait raison. Et, à la surprise de beaucoup, il a réussi sa première année dans l'opposition. Au moment où l'UMP entrerait dans sa guerre interne, il su organiser un groupe de 32 députés, donner une réplique de talent à Jean-Marc Ayrault à l'Assemblée et s'installer dans le trio de tête des personnalités de l'opposition les plus populaires. Il n'a pas ressuscité l'UDF d'antan, qui faisait jeu égal avec le RPR, loin de là, mais il a validé l'idée d'un deuxième pôle, allié à l'UMP mais indépendant.

Le bilan n'est pas mince, mais les défis qu'il a maintenant devant lui ne le sont pas non plus. L'UDI, oui, mais pour quoi faire ? Le pari de Jean-Louis Borloo était d'en faire « la première force de l'opposition ».

Et de le prouver dans les urnes. Bref, pour cela, il a besoin de se compter. Mais en a-t-il encore les moyens ?

Pour les municipales, centristes et UMP sont plutôt dans la répartition des rôles que dans la compétition. En cherchant, en fonction des villes, la tête de liste la plus efficace.

Pour les européennes en revanche, rien n'est tranché (lire ci-contre). Parce que l'Europe a toujours été le sujet de prédilection des centristes ; parce que ce scrutin mal aimé des Français a souvent été

au cauchemar des grands partis, l'UDI devait logiquement saisir cette occasion pour afficher sa puissance.

Mais voilà, la percée du Front national sème la panique à droite comme à gauche. Lundi, François Hollande brandissait l'étendard de l'unité à la face des partis de la majorité. Le même réflexe de crainte d'être doublé par le FN apparaît aujourd'hui dans l'opposition pour conjurer la division aux européennes. À l'UDI, des voix - désintéressées ? - comme Hervé Morin ou François Sauvadet continuent de plaider pour des listes centristes autonomes. Mais avec le découpage régional qui restera en vigueur, il faut obtenir entre 7 et 11 % des voix dans une région pour être sûr d'envoyer un député à Strasbourg. Le risque est grand tandis que de bonnes négociations avec l'UMP sur la composition des listes donnent de meilleures assurances. Dans le climat d'euroscpticisme croissant, il n'est pas sûr, par surcroît, qu'un discours fédéraliste, le seul permettant à l'UDI de revendiquer son originalité, soit le plus porteur.

Enfin, l'UDI connaît ses premières divisions, révélées par un conflit ouvert entre Jean-Christophe Fromantin et Yves Jégo sur le mariage homosexuel. Prévue ce mercredi, une réunion de mise à plat des « valeurs fondatrices » du parti a été remise au 11 juillet. Avant que l'UDI ait les moyens d'afficher sa différence, Jean-Louis Borloo va d'abord devoir tenter de régler ses différends. ■

Le pari était de faire de l'UDI « la première force de l'opposition ». Borloo en a-t-il encore les moyens ?

Borloo: « Il faut des états généraux de l'opposition »

Le président de l'UDI plaide pour un « partenariat » entre l'UMP et son parti.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-BAPTISTE GARAT @figarot

LE FIGARO. - Quels enseignements tirez-vous des partielles ? Jean-Louis BORLOO. - À chaque fois qu'il y a combinaison entre une gauche au pouvoir incapable de tracer un cap et une crise économique, le FN progresse. En supprimant la défiscalisation des heures supplémentaires, en s'attaquant aux services à la personne et au logement, le gouvernement s'est aliéné pas moins de 20 millions de Français. Comment s'étonner ensuite que le PS ne parvienne même pas à se qualifier au second tour ? Dans le même temps, l'ancienne majorité peine à se relever de ses défaites, à définir une ligne politique et à dégager un leadership.

Le score élevé du FN au second tour de la partielle de Villeneuve signent-ils la faillite du front républicain ?

Je pense surtout que le vrai front républicain consiste en une plate-forme de reconstruction claire, bâtie en partenariat par l'UMP et l'UDI. Ensemble, mais dans le respect des valeurs de chacun. Les démocraties modernes ont besoin de grandes coalitions. Il est indispensable de mettre en place des états généraux de l'opposition qui traiteraient des questions de l'éducation, de la responsabilité individuelle et collective, d'un nouveau modèle économique et social.

Est-ce une réponse favorable à François Fillon qui souhaite un rapprochement de l'UDI et de l'UMP ?

La question n'est pas celle d'un rapprochement qui créerait de la confusion mais de bâtir dans le respect de chacun un projet alternatif pour les Français.

La finalité de ces discussions est-elle de parvenir à des listes communes ?

Nous sommes dans une logique de renforcement réciproque. Selon les élections et les territoires, nos équipes sont parfois en situation de leadership. Par-



« À chaque fois qu'il y a combinaison entre une gauche au pouvoir incapable de tracer un cap et une crise économique, le FN progresse », analyse Jean-Louis Borloo. MARMARA/LE FIGARO

fois ce sont celles de l'UMP. Nous verrons donc au cas par cas, de manière très responsable. Mais un accord n'est jamais un préalable: il doit résulter d'un projet défini en commun.

Aux européennes, des listes communes sont-elles possibles ?

Je suis convaincu qu'il faut porter haut et fort le drapeau européen et ne pas céder à la facilité du repli. Nous souhaitons défendre et renforcer l'Europe à travers un rapprochement franco-allemand ou la création d'un ministère de l'Économie et des Finances permanent. Il faut revenir à l'Europe des grands projets, les Airbus du numérique, du ferroviaire et de l'énergie. À l'UMP, certains comme Jean-Pierre Raffarin partagent notre position. Mais deux lignes cohabitent dans cette famille politique.

La question n'est pas tranchée ? Non.

Des listes communes avec le MoDem de François Bayrou sont-elles possibles ? Notre priorité est de définir un projet pour la nouvelle Europe. L'UDI portera ses valeurs. Une liste des Européens au-delà de l'UDI est peut-être souhaitable.

José Manuel Barroso est-il le « carburant du FN », comme l'explique Arnaud Montebourg ? La tentation de faire de l'Europe la responsable de tous nos maux est grande. Mais c'est un leurre. Le carburant du Front national, ce sont nos propres difficultés. En revanche, on peut se demander s'il était opportun d'ouvrir d'importantes négociations avec les États-Unis à moins d'un an du départ de José Manuel Barroso et des européennes. Je pense que non. ■

L'exécutif réforme l'élection des sénateurs des « expats »

La droite voit dans les projets du gouvernement « une manœuvre pour conserver à tout prix le Sénat à la gauche ».

GUILLAUME PERRAULT @GuilPerrault

PARLEMENT L'exécutif est sur le point de faire adopter un projet de loi qui réforme le mode de scrutin des douze sénateurs des Français de l'étranger. C'est

le troisième texte en quelques mois qui modifie le mode d'élection de la Haute Assemblée. Pour la première fois sous la V^e République, le PS et ses alliés disposent d'une courte majorité, de six sièges, au Sénat. Et la moitié des sénateurs seront renouvelés en septembre 2014.

Selon Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée chargée des Français de l'étranger, ce projet de loi « renforce la vitalité démocratique de la représentation des Français de l'étranger ». L'UMP, tout en reconnaissant la nécessité d'une réforme, voit dans les choix

du gouvernement « une manœuvre pour conserver à tout prix le Sénat à la gauche ». Huit des douze sénateurs des Français de l'étranger sont actuellement UMP.

Les quelque 1200000 Français majeurs vivant à l'étranger sont représentés au Sénat depuis 1958. Les expatriés, les « expats », élisent les 155 conseillers de l'Assemblée des Français de l'étranger. Et ceux-ci - rejoints par les 12 sénateurs et les 11 députés des Français de l'étranger, ainsi que par 12 personnalités qualifiées nommées par le ministre des Affaires étrangères - désignent à leur tour les 12 sénateurs des Français de l'étranger.

Le projet crée 509 conseillers consulaires, élus au suffrage universel direct, qui éliront les sénateurs des Français de l'étranger

Or le gouvernement juge ce collège électoral de 190 grands électeurs trop étroit. Il argue aussi d'écarts démographiques importants entre circonscriptions. « On compte un conseiller pour 3000 électeurs inscrits en Andorre mais seulement un pour 19000 inscrits au Bénélux », plaide Hélène Conway-Mouret. Pour tout arranger, selon l'exécutif, le taux de participation des « expats » à cette élection est en moyenne de 20 % seulement. Le projet de loi maintient l'Assemblée des Français de l'étranger mais

créé en outre, à un niveau plus local, 509 conseillers consulaires, élus au suffrage universel direct dans le cadre de circonscriptions consulaires plus nombreuses que celles qui existent actuellement. Ce sont ces 509 conseillers consulaires qui, à l'avenir, éliront les sénateurs des « expats ». L'Assemblée des Français de l'étranger, réduite à 81 membres choisis parmi les délégués consulaires, sera confinée à un rôle d'expertise et de conseil.

Christophe-André Frassa (UMP) s'est dit « choqué » que le projet de loi « supprime le scrutin par correspondance » pour l'élection des conseillers consulaires. « Dans de nombreux pays, c'est en centaines, voire en milliers de kilomètres que s'apprécie la distance du bureau de vote », a renchéri Joëlle Gariard-Maylam (UMP). Pour le gouvernement, le vote électronique, autorisé pour cette élection, peut se substituer sans dommage au bon vieux vote par correspondance.

Le Parlement devrait adopter définitivement le projet de loi le 27 juin. Un autre texte consacré au Sénat, actuellement en cours d'examen, substitue la proportionnelle au scrutin majoritaire - plus favorable à la droite et au centre - dans 25 départements. Le même texte augmente le poids des villes moyennes et grandes - en majorité gérées par la gauche - dans le collège électoral qui élit les sénateurs. Ce qui fait dire à Jean-Claude Gaudin, patron des sénateurs UMP, que « l'imagination du gouvernement est sans borne pour garder le pouvoir ». ■



BOSS A L'HEURE DES SOLDES

BOULIQUES BOSS

- 7/9, RUE CHILDEBERT LYON - CC LA PARTDIEU LYON - GALERIES LAFAYETTE CC LA PARTDIEU LYON
- GALERIES LAFAYETTE HOMME LYON BRON - 5, PLACE VICTOR HUGO GRENOBLE - 61, RUE LOUIS BRINDEAU LE HAVER
- 1, PETITE RUE DE LEGISE STRASBOURG - PRINTemps 1/5, RUE DE LA HAUTE MONTÉE STRASBOURG
- GALERIES LAFAYETTE 34, RUE DU 22 NOVEMBRE STRASBOURG - 9, PLACE DE LA CATHÉDRALE ROUEN
- 2, PLACE DU CASINO DEAILVILLE - PRINTemps 17 BD HEURTELoup TOURS - 5, RUE BLATIN CLERMONTFERRAND
- 4, PLACE GRANGIER DJON - 18, PLACE DUCALE CHARLEVILLE MEZIERES - 1 BIS, RUE FRANKLIN NANTES
- GALERIES LAFAYETTE 202, RUE DE LA MARINE NANTES - 4, RUE DE MONFORT RENNES - 8, RUE MONTESQUIEU BORDEAUX
- GALERIES LAFAYETTE HOMME 12/14, RUE PORTE DUEAUX BORDEAUX - 23/25, RUE DES CHATS BOSSUS LILLE
- PRINTemps 38/45, RUE NATIONALE LILLE - GALERIES LAFAYETTE CC LE 31 25/35, RUE DE BETHUNE LILLE
- 57, RUE DES VERGEAUX AMIENS - GALERIES LAFAYETTE 4, RUE WINSTON CHURCHILL METZ
- 7, RUE FOCH MONTPELLIER - 31, RUE DE METZ TOULOUSE - 4, BD PRÉSIDENT WILSON ANTIBES
- GALERIES LAFAYETTE HOMME CC CAP SUD AVIGNON - CC CAP SUD AVIGNON - 62, BD DE LA CROISSETTE CANNES
- PRINTemps CC LA VALENTINE MARSEILLE - GALERIES LAFAYETTE HOMME SAINT-FERRÉOL MARSEILLE
- GALERIES LAFAYETTE MARSEILLE BOURSE - 52, RUE PARADIS MARSEILLE - 17 AVENUE DES SPÉLUGUES MONACO
- 6, RUE PARADIS NICE - GALERIES LAFAYETTE NICE MASSENA NICE - GALERIES LAFAYETTE CAP 3000 SAINT LAURENT DU VAR
- 37, BOULEVARD PAOLI BASTIA

BOULIQUES HUGO

12, RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU NANTES

